

# À PROPOS DES ÉMEUTES DE BANLIEUES EN FRANCE

Samir AMIN (\*) et Rémy HERRERA (\*\*)

Il s'est écrit, en France comme à l'étranger, beaucoup de choses déformant partiellement ou totalement les événements de ce que les médias ont appelé l'« insurrection des banlieues » ou la « guérilla urbaine » —événements qui se sont déroulés entre la fin octobre (après la mort dans des conditions douteuses de deux jeunes poursuivis par la police à Clichy-sous-Bois) et la fin novembre (après la décision du gouvernement Chirac-Villepin-Sarkozy de proroger l'état d'urgence pour trois mois). Le ridicule a même été atteint lorsque les ambassades de plusieurs pays étrangers ont diffusé des consignes de sécurité auprès de leurs ressortissants résidant sur le territoire français. La France n'est pas en flammes. Les troubles n'ont eu lieu que dans ou à proximité de cités et quartiers des banlieues les plus pauvres du pays, où sont parquées nombre de familles des couches populaires dans des tours et des barres de béton (et où vont rarement les touristes et les hommes d'affaires). Les jeunes qui se sont révoltés contre l'ordre établi s'en sont pris à des biens matériels, en incendiant voitures (par milliers), centres commerciaux, commissariats de police, banques..., pas aux personnes —à l'exception des forces de l'ordre... Notre propos ne consiste pas ici à justifier ces actes de violence gratuite, surtout quand on sait qu'ils ont touché des biens publics (écoles, transports en commun...), mais de tenter de comprendre les raisons de cette révolte. Car sans accepter les formes qu'elle a prises, beaucoup de Français comprennent cette explosion et, pour tout dire, l'attendaient comme absolument inéluctable. Et nous savons tous la société (capitaliste) qui est la nôtre n'offre rien à ces jeunes : ni conditions de logement satisfaisantes, ni formation débouchant sur un emploi stable, ni espoir de promotion sociale, ni reconnaissance, ni écoute. Le rapport le plus tangible que ces jeunes entretiennent avec l'État (capitaliste) consiste en des contrôles de police, parfois brutaux, toujours intimidants et humiliants, au faciès.

Maints observateurs se sont élevés, à juste titre, contre la répression, mais ils l'ont fait en se contentant en général de concentrer les critiques sur le ministre de l'Intérieur, en campagne pour l'élection présidentielle de 2007. Sa démission, à elle seule, ne réglerait à l'évidence pas les problèmes des banlieues. Les provocations de Sarkozy, qui prétend vouloir « nettoyer au karcher » les cités de la « racaille » qui les « pollue », ont été reçues comme des insultes —ce qu'elles sont— par les habitants des cités populaires, mais aussi comme une manifestation de haine contre les pauvres. Ce sont les classes populaires dans leur ensemble, tous ceux qui subissent et qui résistent à l'offensive destructrice du néo-libéralisme, qui se sont sentis visés. D'aucuns n'ont lu ces émeutes qu'à travers des critères de race et de religion. C'est oublier que cette révolte pose fondamentalement un problème de classe. Il s'agit d'une rébellion de jeunes du petit peuple urbain précarisé, qui sont en train d'apprendre ce qu'est la lutte des classes sous les coups que leur assènent les appareils répressifs d'État : réinstauration de fait de la double peine (prison + expulsion), justice expéditive, jugement en comparution immédiate la nuit même de leur arrestation et condamnation à des peines disproportionnées (un an de prison pour avoir mis le feu à des poubelles, expulsion de titulaires d'un titre de séjour interpellés lors des émeutes...). La répression qui s'est abattue sur ces jeunes est une répression de classe, dirigée contre des pauvres, contre ce sous-prolétariat des cités, toutes origines confondues. Que nombre d'entre eux soient d'origine étrangère (Afrique du Nord et sub-saharienne surtout) n'enlève rien au fait que le point commun de ces révoltés, qu'ils soient français de souche ou issus de l'immigration ou étrangers, est la pauvreté. Et cela se traduit, géographiquement, par un urbanisme qui les repousse dans ces zones de relégation.

Cette répression de classe, aggravée par la haine de race dont les élites françaises, autistes et gavées de dividendes, accablent aujourd'hui les jeunes rebelles des banlieues s'explique,

entre autres choses, par un fait, souvent occulté. Jusque dans la confusion des affrontements, les luttes de ces jeunes —qui sont aussi le peuple de France, et dans leur très large majorité des « gens comme tout le monde »— sont porteuses d'une alternative à la société actuelle. Cette alternative n'est pas théorisée, ni conceptualisée, ni même souvent explicitée, mais elle est pratiquée, en cours d'application dans la dure réalité des cités, dans la « galère » du quotidien —échec scolaire, discriminations, chômage, immeubles brillants et détériorés, mal déservis par des transports en commun trop coûteux, aux rares infrastructures sociales et culturelles... L'alternative dont sont porteurs ces jeunes des quartiers populaires est l'anti-thèse du projet anti-social de la bourgeoisie française et des élites européennes, le symétrique inversé de l'apartheid urbain-racial-social prôné par l'extrême droite de Le Pen, haineuse, xénophobe et réactionnaire. Cette alternative se situe à l'exact opposé de l'apartheid mondial voulu, depuis les États-Unis, par Bush. Le paradoxe, et une part de la difficulté à saisir le sens de ces émeutes, tiennent en ce que ces jeunes sont aliénés et totalement perméables au *mode de vie* consumériste états-unien (vêtements, nourriture, jeux, argots, références culturelles...), mais, de par leur anti-racisme en acte dans les cités, ils rejettent la modalité d'existence des États-Unis, soit la violence d'un système de ségrégation à l'intérieur et de guerre à l'extérieur. Il ne s'agit plus là de la violence de groupes de jeunes qui incendient des voitures, mais de celle du premier État terroriste du monde, en lutte contre les pauvres. Car si la plupart de ces jeunes émeutiers ne sont pas politisés, leur action est politique.

L'alternative qui se construit aujourd'hui, en tout premier lieu dans ces cités de banlieues, et pour laquelle luttent en première ligne ces jeunes, avec leurs parents, amis, voisins..., c'est celle d'une France métissée, multicolore, ouverte sur le monde —et spécialement sur le Sud, le Tiers-Monde—, une France forte et fière de ses différences, cosmopolite, accueillante. Une France qui n'oublie pas que sa Révolution avait élu député en 1789 un Allemand (Anacharsis Cloots), que la Commune de Paris s'était dotée en 1871 de représentants polonais (Wroblewski, Dombrowski), ni surtout que des millions d'étrangers ont donné leur vie pour la défendre. Ce que ces jeunes nous rappellent, jusque dans la fureur de ces événements, c'est que la France se métisse, c'est que Marianne a la peau brune. L'évidence est là : dans les classes populaires, beaucoup de jeunes, et de moins jeunes, ont fait leur choix depuis longtemps. Au-delà de difficultés auxquelles se heurte un tel projet anti-raciste, dans les quartiers pauvres, champs de bataille sur lesquels se déroule le combat décisif contre le racisme, de très larges fractions du peuple, y compris des classes moyennes, ont choisi en conscience, avec courage et tolérance, de s'accepter, de vivre et construire ensemble, dans le respect de l'autre. La grande majorité des jeunes qui se sont soulevés sont français et n'ont nul besoin d'être « intégrés » (intégrés à quoi d'ailleurs ?). Ils exigent d'être acceptés et reconnus pour ce qu'ils sont et ce qu'ils font : ils sont des Français comme les autres, ils construisent la France de demain : une société d'acceptation de l'autre, de métissage, de confraternité des races et des nationalités.

Nous sommes loin du cliché d'une France raciste, en voie de fascisation sous l'effet des thèses de Le Pen. Héritier de la France de la honte, de Vichy à l'OAS, de la France de cette Europe « indéfendable » comme disait Césaire, le Front national a regermé, au début des années 1980, des mains d'un Mitterrand désireux de briser l'influence du Parti communiste. Le Front national a poussé sur le fumier nauséabond de l'histoire de la bourgeoisie française, celle de l'esclavage, de la colonisation, de la collaboration avec le nazisme, de l'impérialisme. Le Pen a pourri ceux que le néo-libéralisme avait appauvris. Et les victoires remportées contre lui en 2002, aussi par cette jeunesse bariolée des banlieues, laquelle sut se mobiliser et dire « non » en mai au référendum sur la Constitution européenne, sont décisives pour la défense des valeurs de la République, de ce que 1789 avait d'universel. Le poids politique du FN n'est pas dû à un soi-disant racisme du peuple de France, mais bien plutôt à la réaction des fractions extrémistes de la bourgeoisie nationale face au choix anti-apartheid adopté et déjà pratiqué par les jeunes des quartiers populaires. Et beaucoup de chemin reste encore à parcourir avant que

nos élites acceptent d'ouvrir le débat sur ce qu'elles ont fait subir aux peuples de France et du monde dans le passé : de l'esclavage aux guerres coloniales, du pétainisme en France aux soutiens aux dictatures néo-fascistes du Sud. Tant de chemin encore pour que s'ouvre le débat sur ce que nos bourgeoisies, dirigeants de transnationales et hauts responsables de l'Etat, font à la France et au monde : maintien de pans entiers du peuple dans le chômage et la pauvreté, pillage impérialiste du Sud par leurs firmes et leur Etat. Ce sont ces jeunes des quartiers qui font face à Le Pen et à ses substituts de la droite « modérée » par lesquels il gouverne par procuration. Ce sont ces cités qui souffrent le plus des innombrables désastres sociaux causés par la politique néo-libérale imposée au peuple français depuis le début des années 1980 par cette alternance sans alternative de la droite traditionnelle et du Parti socialiste.

Mais la France est un pays démocratique, puisque son président a été élu par le peuple ? Et même à 82% ! Avec 70% des Français qui disent aujourd'hui ne pas avoir confiance en lui ! Ils ont voté contre Le Pen, et Chirac en a profité pour faire un peu plus de la même chose, toujours plus de néo-libéralisme. Il ne s'agit pas de minimiser ici l'importance du vote. Mais si, pour la majorité des Français, la démocratie, c'est un dimanche par an une promenade au bureau de vote pour faire la queue (en silence), hocher la tête à l'appel de son nom (en silence), glisser une enveloppe dans l'urne (en silence) et retourner chez soi (en silence), sans que rien ne change, c'est bien peu de choses. Quand une minorité impose une politique anti-sociale à la majorité, ce n'est pas la démocratie. Voter pour que ne change que ce qu'il faut pour que rien ne change n'est pas la démocratie. La cohabitation de l'ancienne droite (traditionnelle) et de la nouvelle droite (PS), plus néo-libérale et atlantiste l'une que l'autre, n'est pas la démocratie. C'est « un pouvoir hors du peuple, sans le peuple, contre le peuple », le capitalisme moderne, néo-libéral, le pouvoir de la finance, c'est-à-dire une « démocratie d'actionnaires ». Nous avons voté le 29 mai, nous avons dit « non » à la soumission atlantiste des élites européennes, « non » à la constitutionnalisation du néo-libéralisme en Europe, un non de classe, un non de l'espoir. Nous avons gagné. Notre voix a-t-elle été entendue ? Non. Ils ont tous été battus, démocratiquement. Ils sont tous restés ; démocratiquement ? Comment les jeunes des classes populaires pourraient-ils croire à cette fiction de démocratie, eux qui ne sont représentés, relayés, écoutés par personne, et ne peuvent compter que sur eux-mêmes ?

Alors, depuis le 8 novembre 2005, dans les « zones sensibles », pour les rebelles (parfois mineurs), c'est l'état d'urgence ; régime d'exception qui, « en cas de péril imminent résultant d'atteintes graves à l'ordre public », affranchit les autorités administratives (les préfets) du principe de légalité régissant d'ordinaire leur action, par l'extention de leurs pouvoirs, sous la forme : d'interdictions de circulation, d'assignations à résidence des personnes dont l'activité s'avère dangereuse pour l'ordre public (sans « création de camps où seraient détenues les personnes »), de fermetures de salles de spectacles et de débits de boissons, d'interdictions de réunions de nature à provoquer ou à entretenir le désordre, de perquisitions à domicile de jour et de nuit, de contrôles de la presse, des publications, des radios et des cinémas, de saisine par les tribunaux militaires de crimes et délits relevant du droit commun... Soit une loi répressive à laquelle les « démocrates » qui nous gouvernent n'avaient eu besoin de recourir que contre les Algériens (1955) ou les Kanaks de Nouvelle-Calédonie (1985) —mais, en métropole, pas même en 1968. Des maires de droite avaient déclaré de couvre-feu dans leur municipalité dès le soir venu, ou la veille (comme au Raincy par Éric Rault, ancien ministre UMP de la Ville). À l'exception de quelques élus socialistes se déclarant franchement satisfaits des mesures prises par le gouvernement, la gauche dans son ensemble a condamné cette escalade de la répression : Parti communiste, Ligue communiste révolutionnaire, Verts, Fédération syndicale unitaire, MRAP, Ligue des Droits de l'Homme, Syndicat de la Magistrature, Comité des Sans-Logis, Association des travailleurs maghrébins de France, Centre d'Études et d'Initiatives de Solidarité internationale... Les réactions du Parti socialiste ont en revanche été pour le moins mesurées : le premier secrétaire du PS, François Hollande, a déclaré que

« l'application de la loi de 1955 doit être limitée dans le temps et dans l'espace » et que sa prorogation était « un mauvais symbole » —en novembre 2001, son épouse, Ségolène Royal, alors ministre déléguée à la Famille et à l'Enfance du gouvernement Jospin, offusquée de la validation par le Conseil d'État d'un arrêté municipal de couvre-feu, avait déjà dit : « le mot couvre-feu est inadmissible... guerrier ». Jean-Marc Ayrault, le président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, s'est quant à lui gagné les faveurs d'un hémicycle majoritairement de droite en proclamant : « en de telles circonstances, les formations démocratiques doivent savoir concevoir un pacte de non agression ».

Il n'en reste pas moins vrai que beaucoup de jeunes de banlieues, et de France en général, sont aujourd'hui totalement coupés des luttes d'émancipation du mouvement ouvrier français et de la mémoire de son histoire. L'école ne leur apprend pas —et encore moins celle des luttes des peuples du Sud—, et pas davantage les partis et les syndicats de gauche. Mais ce qui est sans doute plus grave encore, c'est que beaucoup de militants progressistes ignorent à peu près tout de l'histoire et de l'actualité des résistances des cités et de l'immigration en France. Or ces mouvements associatifs, en ébullition, dérangeants, dispersés, sont l'expression auto-organisée des populations des quartiers populaires, français et étrangers pauvres mélangés, avançant côte à côte pour une transformation progressiste de la société. Ces luttes surgissent des cités, sans cesse, alimentées par la difficulté des conditions de vie et (d'absence) de travail, explosant après chaque « bavure » policière. Ces luttes peinent à s'organiser, à se structurer, à s'unir, fragilisées par les offensives de récupération, d'instrumentalisation, de détournement de leurs énergies. En France, l'histoire des luttes des habitants des cités recoupe, sans la recouvrir toutefois, celle des immigrés. Elle plonge ses racines, dès le déclenchement de la crise des années 1970, dans les combats menés par les immigrés de la « première génération » venus du Sud, qui se réunirent en groupes autonomes afin de défendre leurs droits et intérêts sur les lieux de travail ou de résidence (Étoile nord-africaine, Mouvement des Travailleurs arabes, Maison des Travailleurs immigrés...). Dès le début de la décennie 1970, des grèves de la faim de « sans papiers » (contre la loi Marcellin) aboutirent à plusieurs dizaines de milliers de régularisations. Malgré une dure répression, en 1976, des grèves de loyers de travailleurs de foyers Sonacotra, protestant contre des conditions de logement lamentables, puis celles de familles entières dans des « cités de transit », permirent d'arracher des relogements.

Ces luttes se renforcèrent dans les années 1980, face aux effets sociaux dévastateurs du néo-libéralisme et à la montée du Front national, avec l'émergence de mouvements de jeunes des cités et de l'immigration de la « deuxième génération ». En 1982, une série d'agressions à caractère raciste et de bavures policières provoqua la création, entre autres, de l'Association Gutenberg à Nanterre, qui contribua à coordonner les actions de résistance contre le racisme et les discriminations et à auto-organiser les luttes des habitants des quartiers populaires. Ces derniers se mobilisent peu à peu autour d'une multitude d'associations et d'initiatives, surtout en régions parisienne et lyonnaise. Ce fut le cas, après des affrontements entre jeunes et forces de l'ordre aux Minguettes (Vénissieux) et l'appel « police et justice égales pour tous », avec plusieurs associations de quartiers : Zaama d'Banlieue à Lyon, Lignes parallèles à Vaulx-en-Velin ; ou, en banlieue parisienne, Wahid Association et le Collectif des Mères des victimes de crimes racistes et sécuritaires. 1983 est un point tournant : des associations des Minguettes (SOS Avenir notamment) lancent l'initiative d'une grande marche pacifique « pour l'Égalité des droits et contre le racisme », qui part en octobre de Lyon et arrive à Paris en décembre, et rassemble plus de 100 000 personnes. À la surprise générale, l'impact de cette marche fut énorme —avec ses côtés positifs, comme l'instauration de la « carte de résidence de 10 ans », et négatifs, tout particulièrement l'enclenchement par le Parti socialiste de la machine de récupération électorale des mouvements de jeunes des cités, et d'abord des jeunes « beurs ». L'illustration la plus achevée de cette manipulation des revendications des jeunes a été la naissance de l'association SOS Racisme en décembre 1984. Née dans les salons de l'Élysée,

elle bénéficia de moyens matériels considérables, en plus des soutiens de Matignon (Fabius), de la Jeunesse socialiste, de médias (Libération, Le Matin), d'intellectuels et de publicitaires en vue... Suivront, dans cet esprit, la création de France Plus (1985), les subventions à Radio Beur et à l'Amicale des Algériens, la mode de la « citoyenneté » autour de Mémoire Fertile (1987), et la promotion de ce qu'il faut bien appeler une « beurgoisie ».

Le fossé continuait irrémédiablement à se creuser entre les associations institutionnalisées (organisations de gauche, anti-racistes, catholiques...) et les mouvements de jeunes des cités, travaillant sur le terrain. Parmi eux, le Collectif Jeunes, créé fin 1983, se fit connaître en région parisienne par des actions-chocs : occupations (de grandes surfaces, de journaux, d'un colloque organisé par le MRAP et le PS...), conférences de presse (dans les locaux de la Préfecture de police de Paris), manifestations de solidarité avec des ouvriers immigrés licenciés en conflit avec la maîtrise et les syndicats (aux usines automobiles Talbot de Poissy et Renault à Flins) —marquant la rupture définitive avec le PS et l'anti-racisme de salon. Les divers mouvements restaient cependant encore isolés, enclavés dans leurs zones respectives, coupés les uns des autres. L'unité ne put se faire aux Assises nationales des jeunes des cités et de l'immigration à Bron, en juin 1984. Trop de conflits fractionnaient la dynamique d'ensemble. L'un des points de divergence entre associations était leur position par rapport à la défense de jeunes français ou étrangers ayant un casier judiciaire —ce qui constituait, par exemple, une part du travail de Convergence 84, issue du Collectif Jeunes de Paris, ou de Jeunes arabes de Lyon et banlieues (JALB) à Lyon, très tôt mobilisés en 1985 contre le projet de loi Pasqua.

Les années 1990 marquèrent un nouvel essor des associations et des comités de quartiers, qui s'organisaient un peu plus, de façon autonome, et sur la base de revendications sociales et politiques, spécialement dans les banlieues de Paris (Les Mureaux, Nanterre, Mantes-la-Jolie, Goussainville, Vitry-sur-Seine...) et de Lyon (Vénissieux, Vaulx-en-Velin...). Sur Paris : un collectif inter-cités, Résistance des Banlieues, fut constitué dans le but d'aider les habitants dans leurs rapports à la police, à la justice, aux offices HLM... Épaulée par des anciens du Collectif Jeunes, une nouvelle génération de militants des classes populaires surgit des cités et de l'immigration et s'auto-organisa. L'un des groupes les plus actifs est le Comité national contre la Double Peine (CNDP), créé en 1990 à Ménilmontant (20<sup>e</sup> arrondissement de Paris). Ses occupations de locaux (de SOS Racisme, de préfectures, d'aéroports...), grèves de la faim et manifestations de soutien à de jeunes précaires condamnés, conduisirent à une remise en cause de cette loi répressive et injuste (loi Sapin de décembre 1991). Sur Lyon : après les émeutes de Vaulx-en-Velin (1989-90) consécutives à des nouvelles bavures, un comité contre les violences policières et les manipulations médiatiques est formé dans le quartier du Mas-du-Taureau, l'Agora. Sa radicalité militante entraînera une longue série de conflits entre cette association et les pouvoirs locaux (préfet, maire, Fonds d'Action sociale, Centres sociaux...), mais aussi un rapprochement avec le CNDP et des fractions de mouvances plus anciennes, parisiennes (Gutenberg) et lyonnaises (Lignes Parallèles, JALB). Les Assises nationales des Banlieues de 1992 confirment cette convergence des deux associations (et la rupture avec le JALB, satellisé, non sans peine, par les Verts). De la même manière qu'ils avaient fait ensemble irruption à un colloque sur la ville (« Banlieue 89 ») organisé à Bron par le PS et présidé par le président Mitterrand, leurs militants engagent côte à côte une série d'actions de solidarité dans les quartiers : des permanences juridiques et des assistances d'avocats, des soutiens scolaires et des aides à la recherche d'emplois... Lors des élections municipales de 1995, l'Agora et d'autres associations s'unissent pour présenter une liste locale, le Choix vaudais, qui approcha les 20% au Mas-du-Taureau, suivant en cela l'exemple de Jeunes Objectif Bron (1989).

Le Mouvement de l'Immigration et des Banlieues (MIB), qui a vu le jour à la suite d'une convention nationale des jeunes tenue à la Bourse du Travail de Saint-Denis en mai 1995, est

le produit de cette histoire des luttes des cités. Il poursuit cette recherche déjà engagée avant lui d'autonomisation et de participation des habitants des quartiers populaires, en tentant d'instaurer un rapport de force qui leur soit le moins défavorable possible. Il réfléchit aussi aux moyens de résister à l'aliénation capitaliste, pour essayer d'émanciper les jeunes de leurs relations de haine et d'envie vis-à-vis de la société de consommation. Les objectifs déclarés du MIB sont de soutenir et rassembler les acteurs en lutte dans les cités —contre les discriminations, les agressions racistes, les violences policières, la double peine, les expulsions d'étrangers, pour le logement, l'emploi, le respect de la liberté de culte, la maîtrise de leur devenir pour les populations elles-mêmes...), mais également de formuler une stratégie d'action et de représentation politiques. D'où l'effort pour restituer la mémoire des luttes des cités et des immigrés et pour resituer systématiquement les problèmes rencontrés dans le contexte des rapports de force internationaux (explication des aggravations successives de la répression après la guerre du Golfe en 1991, au moment de l'Intifada, puis dans le cadre de la « lutte contre le terrorisme » après les attentats du 11 septembre 2001, et à nouveau après l'invasion de l'Irak en 2003...).

À l'évidence, les propositions doivent être formulées de manière suffisamment large pour permettre leur articulation avec les revendications d'autres mouvements sociaux en lutte, eux aussi apparus dans les années 1990, tels que : l'association Droit au Logement (DAL), créée en 1990 lors de l'occupation par des familles expulsées d'immeubles, place de la Réunion dans le 20<sup>e</sup> arrondissement de Paris ; le Comité des Sans-Logis (CDSL), créé en 1993 pour aider les grands précaires et les personnes pauvres très isolées ; l'association Droits Devant ! (Dd !!), créée en décembre 1994 ; Agir contre le chômage ! (AC !) ; le Groupe d'Intervention et de Soutien aux Immigrés (GISTI) ; l'Appel des « Sans » lancé le 20 décembre 1995 —au cours des grandes grèves des travailleurs contre le néo-libéralisme— ; le Mouvement national des Chômeurs et des Précaires ; l'Association pour l'Emploi, l'Insertion et la Solidarité (APEIS), entre autres... Faire converger les revendications de ces différents mouvements n'est pas chose facile, mais nombreux sont les points de convergence ; par exemple, l'emploi. Dans les cités, beaucoup de jeunes, même lorsqu'ils ont des papiers en règle, ne trouvent pas de travail formel —le taux de chômage est supérieur à 20% chez ces jeunes, et de près de 50% parmi ceux d'origine africaine. Cela s'explique, entre autres facteurs, par la persistance de discriminations diffuses et multiples —leurs candidatures étant écartées car émanant d'un groupe social sur lequel les employeurs plaquent des préjugés négatifs—, mais aussi parce que, sur le marché du travail, en France comme dans les autres pays capitalistes du Nord, l'offre de travail clandestin est alimentée en permanence, selon la convenance des employeurs de la confection, de l'hôtellerie-restauration ou du bâtiment, par des flux d'immigration clandestine à peu près constants depuis l'implantation du néo-libéralisme. Jeunes « avec cartes » (d'identité française ou de séjour) et jeunes « sans papiers » sont ainsi placés en concurrence dans leur recherche d'emplois, pour le plus grand bénéfice des capitalistes. La répression, qui ne touche que très rarement ces derniers, s'abat en revanche sur les travailleurs clandestins, frappés d'arrêtés de reconduite à la frontière, enfermés en centres de rétention, expulsés par la force du pays, et par là même placés eux-mêmes en concurrence avec les nouveaux clandestins qui entrent par les filières organisées par le capital.

Il est temps que la gauche française manifeste sa solidarité à l'égard de ce sous-prolétariat surexploité, de ces jeunes précarisés des cités. Si ce petit peuple des villes ne constituera certainement l'intégralité de sa base sociale, sans lui, la gauche ne sera jamais plus véritablement populaire. L'enjeu de cette solidarité avec les revendications des jeunes des banlieues tient en l'articulation des luttes traditionnelles des travailleurs en France, qu'ils soient français de souche, issus de l'immigration ou étrangers, avec celles des autres fractions des classes populaires : précaires, chômeurs, sans papiers, sans logis, sans droits... Il y a sans doute là, pour la gauche française et pour tous les progressistes, une opportunité historique de

reconstruire, dans la modernité, des positions de classe claires, un esprit révolutionnaire et un internationalisme des peuples. Il faudrait être bien romantique et quelque peu naïf pour croire que les conditions objectives et subjectives d'une transformation radicale et immédiate de la société française sont aujourd'hui réunies. Il ne s'agit pas de suggérer que ces jeunes sont les relais d'un prolétariat poussif dans les centres capitalistes, ou les reflets des périphéries du Sud en ébullition. Il ne s'agit pas non plus de nier que beaucoup de ces jeunes aspirent tout simplement à accéder à la société de consommation et à s'élever dans l'échelle sociale de la société capitaliste. Il ne s'agit pas de cacher le fait que certains d'entre eux n'ont d'autre visée que destructrice, pour rendre coup pour coup à cette société inique et répressive qui les exclut. Il ne s'agit pas d'idéaliser les revendications que portent ces émeutes —lorsqu'il y en a—, encore moins de justifier ces formes de violence, d'ailleurs presque toujours dirigés contre les habitants des cités eux-mêmes. Mais même si ces jeunes révoltés ne forment pas de partis, même s'ils suscitent encore beaucoup de méfiance et une certaine inquiétude dans le reste du pays, la gauche doit voir en eux des alliés pour la nécessaire transformation progressiste, sociale et démocratique de la France, et non pas seulement un réservoir de voix en vue des prochaines élections.

(\*) Samir Amin est le président du Forum du Tiers Monde et du Forum Mondial des Alternatives.

(\*\*) Rémy Herrera est chercheur au CNRS et enseigne à l'Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne.